

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome III : ETAM)

AVENANT DU 8 JANVIER 2008
RELATIF AUX ZONES DE PETITS DÉPLACEMENTS
(FRANCHE-COMTÉ)
NOR : *ASET0850540M*
IDCC : *1702, 2614*

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de Franche-Comté,

D'une part, et

L'union régionale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

La CFE-CGC BTP région Franche-Comté ;

L'union régionale Franche-Comté BATIMAT-TP CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les parties signataires, compte tenu :

- des contraintes de déplacements inhérentes aux métiers des travaux publics ;

- des pratiques et de la demande croissante des salariés de regagner leur domicile quotidiennement lorsqu'ils travaillent sur des chantiers au-delà de la limite des zones actuelles de petits déplacements ;
- du développement des infrastructures routières ;
- du nécessaire besoin d'encadrer ces pratiques afin de limiter le risque routier,

décident les adaptations suivantes au régime national d'indemnisation des petits déplacements de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics.

Article 1^{er}

Création de la zone 6

Il est institué, à compter du 1^{er} janvier 2008, pour les ouvriers et pour les ETAM non sédentaires des travaux publics de Franche-Comté une nouvelle zone de petits déplacements dénommée : « - zone 6, pour les déplacements de 50 à 70 kilomètres ».

Le montant des indemnités de petits déplacements allouées aux salariés travaillant dans cette zone 6 sera défini par accord lors de la négociation annuelle prévue par la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics pour les petits déplacements et par la convention collective des ETAM des travaux publics.

Article 2

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux ouvriers et aux ETAM non sédentaires relevant des conventions collectives nationales des travaux publics et exerçant leur activité au sein des entreprises de travaux publics dont le siège social ou l'établissement est établi en région Franche-Comté.

Pour cette zone, les modalités d'application seront identiques aux 5 zones déjà existantes.

Article 3

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 4

Force obligatoire

Les conventions et accords des entreprises ou des établissements situés en Franche-Comté ne peuvent comporter des clauses dérogeant aux dispositions du présent accord, sauf dispositions plus favorables.

Article 5

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Il peut être dénoncé conformément aux dispositions des articles L. 132-8 et L. 132-4 du code du travail.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer, conformément à l'article L. 132-9 du code du travail

Article 7

Dépôt

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Besançon.

Fait à Besançon, le 8 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)